

RÉFORME DES RETRAITES

Accusés, les syndicats exaspérés par Macron

Les organisations de salariés dénoncent le « mépris » et le « mensonge » du chef de l'Etat, qui leur a reproché de ne pas avoir fait de « propositions de compromis »

Emmanuel Macron cherchait-il à retisser des liens avec les syndicats ou à creuser, un peu plus, le gouffre qui existe entre lui et eux ? Dans l'entretien accordé, mercredi 22 mars, à TF1 et à France 2, à la veille d'une neuvième journée de mobilisation contre la réforme des retraites, le chef de l'Etat a semblé vouloir tendre la main aux organisations de salariés en les invitant à ouvrir des discussions sur le travail. Mais il leur a aussi reproché de ne pas avoir été des interlocutrices crédibles au sujet de la transformation des régimes de pension – dont il a redit qu'elle était « nécessaire ». En outre, il a fustigé « les factieux » et « les factions » qui sévissent dans les manifestations. Autant de propos qui n'ont fait qu'aviver la colère – déjà très forte – de tous les responsables de mouvements de travailleurs.

S'agissant de son projet sur les retraites, le président de la République a regretté que les syndicats n'aient pas présenté de « propositions de compromis » durant les concertations entre le gouvernement et les partenaires sociaux à l'automne 2022. M. Macron a également ciblé Laurent Berger, le secrétaire général de la CFDT, en soutenant que celui-ci « était allé devant son congrès », à Lyon, en juin 2022, pour suggérer « d'augmenter les durées [de cotisation requises afin d'avoir droit à une pension à taux plein] ». « Il n'a pas été suivi (...) mais il avait cette volonté de faire travailler davantage », a complété le locataire de l'Elysée.

« Déné et mensonge ! », s'est emporté M. Berger, sur le réseau social Twitter,

quelques minutes après l'interview du chef de l'Etat. « C'est factuellement faux. Et c'est déplacé de pointer un responsable syndical dans une intervention », a ajouté le responsable cégétiste au journal télévisé de 20 heures sur France 2. Il a rappelé que son organisation avait « proposé un compromis » et « une autre réforme, qui était d'ailleurs [celle] du président de la République en 2017 », en référence au projet de ce dernier, visant à instaurer un système universel, lors du précédent quinquennat. Sous-entendu : sur ce dossier, la doctrine de M. Macron se distingue par son inconstance et son manque de cohérence.

ATTITUDE CONDESCENDANTE

Les autres confédérations ont réagi avec la même vigueur. Lors d'une prise de parole commune, en marge du congrès de la CFE-CGC à Tours, le président de ce syndicat, François Hommeril, et Philippe Martinez, le numéro un de la CGT – qui faisait partie des invités –, ont eu des mots très directs, révélant l'aigreur de leur exaspération. « Cette interview, c'est du foutage de gueule et du mépris vis-à-vis des millions de personnes qui manifestent », a déclaré M. Martinez. M. Hommeril, lui, s'est dit « très choqué » et a manié l'ironie : « Emmanuel Macron fait comme s'il ne s'était rien passé depuis deux mois. Comme si la terre s'était arrêtée de tourner. Il est parti sur la Lune. Peut-être qu'il était avec Thomas Pesquet [le spationaute]. »

Un tel courroux tient, bien sûr, au fait que le chef de l'Etat reste inflexible sur la retraite à 64 ans. Mais il résulte aussi d'un « mensonge », selon la formule de Michel Beaugas, secrétaire confédéral de



« CETTE INTERVIEW, C'EST DU FOUTAGE DE GUEULE ET DU MÉPRIS VIS-À-VIS DES MILLIONS DE PERSONNES QUI MANIFESTENT »

PHILIPPE MARTINEZ
secrétaire général de la CGT

FO : « Il est faux de dire que nous n'avons avancé aucune solution. Nous avons porté des idées, y compris pour financer le système de retraites, mais elles ont été balayées d'un revers de la main. » « On a fait des propositions », a renchéri M. Martinez, mais le président de la République « ne veut entendre que des flatteurs, que de la flagornerie, c'est-à-dire ceux qui sont d'accord avec lui ».

L'attitude, jugée condescendante, de M. Macron contribue également à irriter, au plus haut point, les syndicats. « Mais qui est ce monsieur qui prétend être le meilleur expert ? », s'est interrogé M. Hommeril. Et d'enfoncer le clou : « C'est (...) difficile à supporter que d'avoir toujours en face de soi la même leçon en

chaire de la personne qui sait, alors que nous, nous ne saurions pas, et qui prend ses responsabilités alors que nous, nous serions irresponsables. » « Le président, incapable de la moindre autocritique, abîme la démocratie », a lancé, de son côté, Laurent Escure, le patron de l'UNSA.

Deux mois et demi après le début de la contestation, « la confiance est rompue » entre les deux camps, comme le constate M. Beaugas. « C'est inquiétant », enchaine Benoît Teste, le secrétaire général de la FSU. « On ne voit pas le bout de cette confrontation. » Le chef de l'Etat a pourtant tenté d'enjamber la question des retraites, pendant son interview, en évoquant une future loi travail. Il a dit vouloir « réengager » le dialogue sur ce thème

La posture sécuritaire du chef de l'Etat face au mouvement social

Comme lors de la crise des « gilets jaunes », Emmanuel Macron se pose en garant de « l'ordre » face aux violences de la rue

ANALYSE

Un ancien président de la République observe son successeur, mercredi 22 mars, apparaît sur l'écran à l'heure du déjeuner, au journal télévisé de TF1 et France 2. Alors qu'Emmanuel Macron parle aux Français pour tenter de s'extraire de la crise, aggravée après l'adoption de la réforme des retraites via le 49.3, François Hollande songe que « ça ne risque pas d'apaiser ». Depuis le jardin d'hiver de l'Elysée, le chef de l'Etat clive. Jusqu'à dépendre une menace portée aux institutions et à la démocratie. « Il y a des légitimités qui existent », sermonne-t-il, au premier rang desquelles celle du président de la République. « On ne peut accepter ni les factieux, ni les factions », lâche-t-il avec les mots qu'il employait au temps de la crise des « gilets jaunes », en ciblant des groupes violents ou qui

rêveraient de renverser le régime. Comme la veille devant les élus de sa majorité, Emmanuel Macron s'affirme garant de « l'ordre républicain » face au chaos. Alors qu'éclataient des incidents en marge de manifestations partout en France, le chef de l'Etat désignait mardi « la foule », dont il conteste la « légitimité », par opposition au « peuple qui s'exprime souverain à travers les élus ». La formule a aussitôt électrisé ses adversaires. Et provoqué le malaise de son principal allié, François Bayrou, qui trouve le mot excessif et décrit un « mur de verre » rompant le dialogue « entre les pouvoirs officiels et les citoyens de base ».

Derrière les murs épais de l'Elysée, Emmanuel Macron poursuit ; il désigne mercredi une minorité de « groupes » qui « utilisent l'extrême violence pour aggraver des élus » ou manifestent « sans règles ». « Alors là, ce n'est plus la

République », tranche net le chef de l'Etat. Au mouvement social porté par les actifs dans une « ambiance de gilets jaunes », note-t-on à Matignon, s'ajoutent des « jeux du chat et de la souris » urbains, faits de feux, de dégradations et de tensions entre de jeunes manifestants plus politisés et les forces de l'ordre. Un adversaire désigné dans une contre-offensive présidentielle au parfum sécuritaire, plus facile à discréditer qu'une majorité de Français.

Hausser le ton

Mais le tableau d'une République déifiée contraste avec les innombrables vidéos capturées au smartphone, qui circulent librement sur les réseaux sociaux et donnent à voir des brigades mobiles matraquer des manifestants non violents. Aucune allusion, aucun mot au cours de l'interview n'est prononcé pour décourager les violences policières et appeler

les forces de l'ordre au discernement, malgré des centaines d'arrestations à Paris ces derniers jours, qui ont donné lieu à des cas de violence – dénoncés par des associations et des avocats – contre certains manifestants.

Forçant le trait, le chef de l'Etat agit comme repoussoir l'assaut du Capitole par les partisans radicalisés de Donald Trump ou l'invasion des lieux de pouvoir brésiliens par ceux de Jair Bolsonaro – deux tentatives de coup d'Etat fracassées sur les institutions démocratiques. Il évoque « l'extrême violence en Allemagne, aux Pays-Bas ou parfois par le passé chez nous », dans une allusion voilée à la crise du 6 février 1934 et ses ligues d'extrême droite qui avaient ensanglanté la place de la Concorde. Une double référence, murmure-t-on à l'Elysée, qui vise aussi les héritiers d'Hébert et Marat, tenants de la Terreur sous la Révolution.

Depuis lundi, le gouvernement hausse le ton dans un débat qu'il se gardait d'alimenter. Légaliste, il se place du côté de la démocratie politique, quand syndicats et oppositions l'accusent de trahir l'opinion majoritaire et la démocratie sociale. En guise de réponse phare, Emmanuel Macron invoque l'option du scrutin présidentiel de 2022, lui qui a exclu pour l'heure remaniement, dissolution et référendum. « Mais peut-on avoir raison seul contre les autres ? », interroge le journaliste de France 2. Oui, balaie en substance le président de la République, dans un « système démocratique où les élections ne sont pas très tardives ». Un écho à sa défense d'une réforme « démocratiquement validée », au premier jour de la mobilisation, le 19 janvier, comme si le cours des événements n'était en rien modifié.

Rare inflexion, le chef de l'Etat a érigé l'ordre républicain en « cap »,

devant l'école, la santé et l'écologie qu'il citait en priorité avant de réformer les retraites. Une réponse régalienne à une colère avant tout sociale, s'étonne-t-on jusqu'au ministère de l'Intérieur. S'il dit écouter la « colère légitime », M. Macron l'interprète au prisme de sa politique de plein-emploi, sans reculer sur sa réforme ni changer ses « fondamentaux ».

À la veille d'une neuvième journée d'action syndicale, il cabre Laurent Berger, se privant d'un précieux allié face au désordre et aux « factieux », que le patron de la CFDT ne rechignait pas jadis à dénoncer. La « vraie crainte », a livré Elisabeth Borne à ses ministres, est qu'un incident grave finisse par survenir dans la rue, qui rejallirait en boomerang contre le pouvoir. « S'il faut endosser l'impopularité aujourd'hui, je l'endosserai », a prévenu le président de la République. Seul contre les autres. ■

IVANNE TRIPPENBACH



avec les partenaires sociaux, d'ici « quelques jours, quelques semaines ».

« C'est hors sol, commente Cyril Chabanier, le président de la CFTC. Ce n'était pas le jour pour nous parler vingt minutes de l'avenir, comme si c'était un discours de politique générale ou de candidat. » Pour les organisations de salariés, il est impossible de se projeter vers des pourparlers sur une nouvelle réforme alors que la lutte contre la retraite à 64 ans continue. « Qui peut vraiment croire que l'on va se mettre à négocier comme si rien ne s'était passé ? Et puis négocier quoi ? On est mobilisés pour demander le retrait de cette loi, c'est la seule chose qui compte actuellement », souligne Simon Duteil, co-délégué général de Solidaires.

HUILE SUR LE FEU

La perspective ouverte par M. Macron semble d'autant plus fragile qu'elle repose sur des pistes controversées. Si tous les syndicats réclament depuis plusieurs mois une large réflexion sur le sens du travail, la refonte du revenu de solidarité active (RSA), mentionnée mercredi par le chef de l'Etat, devrait plutôt faire grincer des dents. Il souhaite renforcer « les droits et les devoirs » des bénéficiaires de ce minimum social pour « faire revenir à l'emploi des gens qui n'y sont pas, parfois depuis des années ». Une analyse « complètement hors sujet », selon la numéro deux de la CFDT, Marylise Léon : « Ce n'est pas en stigmatisant les allocataires du RSA qu'on améliorera les conditions de travail des salariés. »

Pour M. Duteil, les remarques de M. Macron sur les débordements qui se sont récemment produits dans la rue pourraient même jeter de l'huile sur le feu. Le locataire de l'Élysée a fait un parallèle entre ces faits et l'envahissement du Capitole, début 2021 à Washington, par des partisans de Donald Trump. Plusieurs syndicalistes y ont vu un amalgame destiné à discréditer le mouvement social. En revanche, relève M. Duteil, le président de la République n'a rien dit sur les interventions policières très musclées de ces derniers jours. « Les compagnies BRAV-M [brigades de répression de l'action violente motorisées] font ce qu'elles veulent et personne ne dit rien, s'offusque M. Duteil. Il y a clairement une volonté de faire peur. » ■

BERTRAND BISSUEL ET THIBAUD MÉTAIS

Les cheminots manifestent contre la réforme des retraites, à Lyon, mercredi 22 mars.

JEFF PACHOUD/AFP